



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE L'ANIMATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTERIELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° PREF-SAPPIE-BE-2019-077
du 21 mars 2019**

**portant ouverture d'une enquête publique relative à une demande
d'autorisation environnementale pour :**

- **l'exploitation d'une installation de valorisation et de stockage de déchets non dangereux, ainsi que l'institution de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la commune de Sauvigny-le-Bois**
- **l'exploitation d'une déchetterie professionnelle sur le territoire de la commune de Magny,
présentée par la Société SUEZ RV Centre Est**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement Livre V, Titre Ier relatif (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), ainsi que les chapitres II (évaluation environnementale) et III (enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement) du Titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2010-368 du 13 avril 2010 portant diverses dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

VU la demande en date du 1^{er} février 2018, complétée les 2 juillet et 5 décembre 2018, par laquelle la Société SUEZ RV Centre Est sollicite l'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation de valorisation et de stockage de déchets non dangereux, l'institution de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la commune de Sauvigny-le-Bois et l'exploitation d'une déchetterie professionnelle sur le territoire de la commune de Magny ;

VU le dossier comprenant une étude d'impact produit à l'appui de la demande susvisée ;

VU l'information sur l'absence d'avis de l'autorité environnementale concernant la demande de la Société SUEZ RV Centre Est émise par la Mission Régionale d'Autorité environnementale en date du 27 août 2018 et les avis des services consultés dans le cadre de la phase d'examen qui seront joints au dossier d'enquête publique ;

VU le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2019 ;

VU l'ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Dijon en date du 22 février 2019, désignant M. Daniel COLLARD, retraité de l'Armée de l'Air, en qualité de commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT que la Société SUEZ RV Centre Est sollicite une autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation de valorisation et de stockage de déchets non dangereux, l'institution de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la commune de Sauvigny-le-Bois et pour l'exploitation d'une déchetterie professionnelle sur le territoire de la commune de Magny ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de soumettre cette demande à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Une enquête publique de 36 jours consécutifs sera ouverte en mairies de Sauvigny-le-Bois et de Magny du mercredi 10 avril 2019 (9 h 00) au mercredi 15 mai 2019 (18 h 00) inclus, relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la Société SUEZ RV Centre Est, en vue d'exploiter une installation de valorisation et de stockage de déchets non dangereux avec institution de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la commune de Sauvigny-le-Bois et d'exploiter une déchetterie professionnelle sur le territoire de la commune de Magny.

ARTICLE 2 : Les pièces du dossier comprenant une étude d'impact, l'information d'absence d'avis de l'autorité environnementale, les avis des services émis dans le cadre de la phase d'examen, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés dans les mairies de Sauvigny-le-Bois et de Magny, pendant toute la durée de l'enquête du 10 avril 2019 au 15 mai 2019 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le commissaire enquêteur sera présent :

- à la mairie de Sauvigny-le-Bois les :
 - mercredi 10 avril 2019 de 9 h 00 à 12 h 00,
 - jeudi 18 avril 2019 de 14 h 00 à 17 h 00,
 - samedi 11 mai 2019 de 9 h 00 à 12 h 00,
 - mercredi 15 mai 2019 de 14 h 00 à 17 h 00.

• à la mairie de Magny les :

- mardi 16 avril 2019 de 14 h 00 à 17 h 00,
- jeudi 25 avril 2019 de 9 h 00 à 12 h 00,

pour recevoir en personne les observations et propositions du public qui seront consignées sur les registres ouverts à cet effet.

Une réunion publique sera organisée le mardi 16 avril 2019 à 18 h 30, salle polyvalente de Sauvigny-le-Bois.

Les observations et propositions que soulève le projet pourront également être adressées :

- sur un registre dématérialisé, à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/1243>

- par voie électronique, à l'adresse e-mail associée au registre dématérialisé suivante :

enquete-publique-1243@registre-dematerialise.fr

- par courrier, au commissaire enquêteur, à la mairie de Sauvigny-le-Bois, siège de l'enquête.

Les observations et propositions adressées par voie électronique à l'adresse e-mail susmentionnée seront consultables sur le registre dématérialisé.

ARTICLE 3 : Le dossier complet de demande d'autorisation environnementale pourra être consulté sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Yonne à l'adresse suivante : www.yonne.gouv.fr (Rubrique Politiques publiques/Environnement/Installations classées/Enquêtes publiques).

Le dossier pourra également être consulté, du 10 avril 2019 au 15 mai 2019 sur un poste informatique mis à disposition du public à la mairie de Sauvigny-le-Bois aux jours et heures d'ouverture du public, ainsi qu'à la préfecture de l'Yonne à Auxerre (Bureau de l'Environnement) de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h à 16 h 30, sur rendez-vous en téléphonant au 03.86.72.78.18 ou 03.86.72.79.89.

ARTICLE 4: Le conseil municipal des communes de Sauvigny-le-Bois, de Magny, celui des communes de Athie, Avallon, Guillon-Terre-Plaine, Provency, Saint-André-en-Terre-Plaine, dont une partie du territoire est touchée par le rayon d'affichage réglementaire de 3 km autour du site concerné, ainsi que le conseil communautaire de la Communauté de Communes Avallon-Vézelay-Morvan seront appelés à donner leur avis dès l'ouverture de l'enquête publique.

Ces avis ne pourront être pris en considération que s'ils sont exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête. Hors délais ou non exprimés, ils seront réputés favorables.

ARTICLE 5: Un avis au public comportant toutes indications concernant l'enquête sera affiché, aux frais de la Société SUEZ RV Centre Est, par les soins des maires, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci à la mairie de Sauvigny-le-Bois, de Magny et dans les mairies de Athie, Avallon, Guillon-Terre-Plaine, Provency, Saint-André-en-Terre-Plaine, ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée de manière à assurer une bonne information du public, à tous endroits où l'attention des tiers sera suffisamment attirée.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes ci-dessus énoncées.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des travaux projetés, visible et lisible de la voie publique.

Les affiches devront mesurer au moins 42 cm×59,4 cm (format A2) et comporter le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur. Les informations seront écrites en caractères noirs sur fond jaune.

Cet avis sera également publié sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Yonne, dans les mêmes délais, à l'adresse suivante : www.yonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Installations classées/Enquêtes publiques.

ARTICLE 6 : L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de celle-ci par les soins des services préfectoraux, dans les journaux « L'Yonne Républicaine » et « L'Indépendant de l'Yonne ».

Les frais de publication seront à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du Préfet et avis de l'exploitant, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de quinze jours.

ARTICLE 8: A l'expiration de la durée de l'enquête, fixée à l'article 1 du présent arrêté, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui convoquera dans la huitaine le responsable de la Société SUEZ RV Centre Est et lui communiquera sur place les observations et propositions écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

ARTICLE 9 : Le commissaire enquêteur rédigera d'une part, un rapport comportant le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses deux conclusions motivées (sur la demande d'autorisation d'exploiter et sur l'institution des servitudes d'utilité publique), en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

ARTICLE 10 : Le commissaire enquêteur transmettra à la préfecture de l'Yonne les registres et les pièces annexées avec le rapport et les conclusions motivées, dans un délai de trente jours à l'issue de l'enquête publique. Il adressera simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE 11 : Le Préfet adressera, dès réception, copie du rapport et des conclusions aux maires des communes mentionnées à l'article 4 du présent arrêté, ainsi qu'au responsable de la Société SUEZ RV Centre Est.

Par ailleurs, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, ainsi que du mémoire en réponse du demandeur, à la préfecture ou dans les mairies susmentionnées.

Ces éléments seront également mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Yonne, pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

ARTICLE 12 : La décision prise par le Préfet, à l'issue de la procédure, est une autorisation environnementale assortie du respect de prescriptions ou un refus.

ARTICLE 13 : Toute information sur le projet peut être demandée auprès de M. Paul-David SERENI, Responsable projets à la société SUEZ RV Centre Est – 18 Rue Félix Mangini – 69009 LYON – Tél. 06.31.57.62.21.

ARTICLE 14 : La Secrétaire générale de la préfecture, les maires de Sauvigny-le-Bois, Magny, Athie, Avallon, Guillon-Terre-Plaine, Provency, Saint-André-en-Terre-Plaine et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé :

- au Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- au Président du Tribunal Administratif de Dijon,
- à la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- à l'exploitant.

Fait à Auxerre, le **21 MARS 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Françoise FUGIER

